



# ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

## APL

Question écrite n° 58047

### Texte de la question

M. Sébastien Huyghe souhaite attirer l'attention de M. le ministre délégué au logement et à la ville sur le versement de l'aide personnalisée au logement (APL) dont l'attribution est conditionnée par un seuil minimum qui est passé de 15 à 24 euros. Cette décision, prise pour des raisons de coût de traitement, s'avère pénalisante à l'égard de personnes aux ressources modestes. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer si, pour les montants d'APL inférieurs à 24 euros, il ne serait pas envisageable de procéder à un versement trimestriel ou semestriel de cette allocation.

### Texte de la réponse

Le seuil en deçà duquel les aides personnelles au logement ne sont pas versées n'avait pas été actualisé depuis juillet 1988. Le relèvement, au printemps 2004, de ce seuil de quinze euros à 24 euros, après plus de 15 ans d'absolute stabilité, a donc suivi avec beaucoup de retard l'inflation enregistrée sur cette période. Il convient d'ajouter que 98 % des 6,1 millions de bénéficiaires des aides personnelles au logement ne sont pas concernés par cette mesure. Les aides personnelles au logement ont vocation à atténuer des charges de loyer ou de remboursement d'emprunt qui sont exigibles chaque mois, si bien qu'il convient de verser ces aides suivant cette même périodicité. Le regroupement, par exemple sur un trimestre, des aides mensuelles les plus faibles aurait, en outre, pour effet de compliquer encore l'instruction des dossiers par les caisses d'allocations familiales. Lors de la dernière actualisation des aides personnelles au logement, au printemps 2004 avec effet, rétroactivement, au 1er juillet 2003, le Gouvernement a souhaité affecter, en priorité, les moyens budgétaires supplémentaires à la revalorisation générale des prestations. Cette actualisation représente un coût de 220 millions par an, dont 120 millions d'euros s'imputent sur le budget du logement. Il s'agit d'un effort financier important venant s'ajouter à un montant de prestations annuelles d'APL et d'allocations de logement qui dépasse aujourd'hui 14 milliards d'euros, dont plus de 5,5 milliards sont pris en charge par le budget du logement. Cette hausse des prestations permet de préserver l'aide de la très grande majorité des bénéficiaires. Le Gouvernement tiendra compte, au mieux, des remarques formulées par l'ensemble des acteurs du logement, lors de la prochaine revalorisation des barèmes. Le Gouvernement veut améliorer les conditions de logement des ménages disposant de ressources modestes. Or l'offre de logements locatifs accessibles à ces ménages est aujourd'hui insuffisante, en raison du faible niveau de production de logements sociaux au cours de la dernière décennie. La loi de programmation pour la cohésion sociale permettra de résorber cette carence de l'offre locative, qui est à l'origine des difficultés rencontrées par un grand nombre de personnes. Entre 2005 et 2009, 500000 logements locatifs sociaux seront ainsi réalisés, 200000 logements locatifs privés à loyers maîtrisés seront produits et 100000 logements vacants seront remis sur le marché locatif.

### Données clés

**Auteur :** [M. Sébastien Huyghe](#)

**Circonscription :** Nord (5<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question** : 58047

**Rubrique** : Logement : aides et prêts

**Ministère interrogé** : logement et ville

**Ministère attributaire** : logement et ville

Date(s) clé(e)s

**Question publiée le** : 15 février 2005, page 1553

**Réponse publiée le** : 24 mai 2005, page 5405